



Scandale dans la presse française : Les grands groupes avalent tout !

Le Fonds Google pour l'innovation numérique de la presse (FINP) vient de rendre public son premier bilan, pour l'année 2013.

Curieusement, sur 23 projets (seulement) acceptés au cours de l'année passée, **cinq se taillent la part du lion** : *Le Nouvel Observateur* a reçu 1 990 000 €, le groupe *Express-Roularta* suit avec 1 970 000 € ; *Le Monde* a reçu 1 840 000 €, *Le Figaro*, 1 820 000 € et *Ouest-France* 1 384 000 €.

Ces 5 projets totalisent 55 % des 16 384 440 € distribués en 2013 par Google !

Autrement dit, il ne reste quasiment que les miettes pour les autres titres.

Pour le SNJ-CGT, ce fonds destiné, prétendument, à aider la presse française est un **marché de dupes**. D'une part, Google continuera à engranger des profits sur le dos de la presse française et notamment sur celui des journalistes, privés de leurs droits d'auteur ; d'autre part, ce sont les grands groupes qui ramassent la mise, au détriment de ceux qui n'ont pas les moyens de présenter des projets innovants.

On remarquera que le fonds Google est aussi inégalitaire que les aides à la presse puisque les cinq groupes ci-dessus sont également ceux qui reçoivent **le plus d'aides de la part de l'Etat**.

En effet, *Le Figaro* a reçu 16 179 637 € de l'Etat, suivi par *Le Monde*, 16 150 256 €, *Ouest-France* et ses satellites plus de 14 millions d'euros, *Le Nouvel Observateur* plus de 8 millions et le groupe *Express-Roularta* plus de 6 millions.

Ces 5 groupes ont drainé **plus 18 %** des aides totales de l'Etat.

Le SNJ-CGT dénonce ces aides sélectives (Etat et Google) qui vont vers les groupes les plus puissants de la presse française, au mépris du pluralisme.

Le SNJ-CGT demande une révision urgente des aides à la presse et la suppression de l'aide Google qui, rappelons-le, avait vu le jour au palais de l'Élysée en présence du chef de l'Etat qui s'était félicité d'un tel geste de la part du groupe américain.

Montreuil, le 19/05/14